

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0113 K 87909
ISSN : 1951-4727

N°1087 du 10 septembre 2011

Hebdomadaire 1,50 €



ELEVEN NINE

Nous voici donc dix ans en arrière. Je participais au Congrès de la Société du Mont Pèlerin à Bratislava, capitale de la Slovaquie. Un bon tiers des congressistes était américain. Après le déjeuner, je suis allé dans ma chambre par hasard, et par hasard j'avais laissé la télévision allumée, et par hasard j'ai vu l'avion s'enfoncer dans la deuxième des tours jumelles. J'ai cru un instant qu'il s'agissait d'un film de science-fiction, mais très vite le commentateur est venu annoncer la terrible nouvelle. Je suis immédiatement redescendu dans le lobby de l'hôtel et j'ai eu beaucoup de mal à me maîtriser pour expliquer à mes amis Américains ce qui se passait. Les uns ont été incrédules, pensant à un accident d'avion, les autres ont eu le réflexe immédiat de téléphoner : qui avait un parent, qui un ami qui travaillait à New York. En particulier le siège du Wall Street Journal avec son rédacteur en chef George Mellon était adjacent aux tours : y avait-il eu des victimes là aussi. Il a réellement fallu plus d'une journée à l'assemblée pour retrouver un peu de sérénité, mais le coup avait été fatal : c'est l'Amérique qui avait été frappée.

Je vous raconte cette histoire vécue pour bien mesurer ce que l'attentat des tours jumelles a représenté pour le peuple américain, et pour une partie de son élite intellectuelle présente ce jour-là à Bratislava, avec trois prix Nobel (Friedman, Buchanan et Becker) et des dizaines d'universitaires économistes, juristes, historiens et philosophes.

Certes l'Amérique avait traversé d'autres épreuves : les deux guerres mondiales – et en particulier l'engagement en Europe et dans le Pacifique –, et surtout la guerre du Vietnam, dont les blessures venaient à peine de se refermer,

AU SOMMAIRE DU N°1087 :

EDITORIAL : Eleven Nine pp. 1-2
CONJONCTURE : Relance : perseverare diabolicum pp. 3-4
SE PASSER DE L'ETAT : L'Ecole de votre choix (3ème partie) p.5
ACTUALITÉ : Des niches musicales p. 6 - L'Europe se met à l'heure de la rigueur p. 6 - La Banque Nationale Suisse renonce à la rigueur p. 7 - La reconnaissance de l'Etat Palestinien p. 7
PORTRAIT : Augustin d'Hippone 354-430 p. 8

sefel

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE FORMATION ÉCONOMIE ET LIBERTÉ

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40€)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

grâce au succès de Reagan qui avait rendu aux Américains foi dans leur patrie et dans ses valeurs de liberté et de démocratie. Mais c'était bien la première fois que l'Amérique était atteinte sur son propre territoire, alors même qu'elle avait su se préserver contre la menace des fusées soviétiques.

Les Etats-Unis découvraient la réalité du terrorisme, qui les avait épargnés. Le monde entier venait de réaliser qu'il n'y aurait désormais plus de sanctuaire, d'abri ou de relâche dans la barbarie fanatique. La mondialisation du terrorisme prenait consistance.

Nous payons peut-être aujourd'hui encore le prix de ce onze septembre. Est-ce une raison pour renoncer à tout espoir ?

Le prix est incontestable. George W. Bush, dont le courage et l'élévation d'âme avaient été remarquables aux premières heures, a désigné une cible à la fois ambiguë et insaisissable : les « Etats voyous ». Quelques semaines plus tard, il engageait l'Occident dans la chasse à Saddam Hussein, sans le consentement réel des autres pays (exceptée la Grande Bretagne). Etait-il le véritable adversaire de l'Occident ? Il était à coup sûr l'adversaire de son peuple, et méritait sans doute un châtiment. Mais les opérations militaires ont traîné, et peu à peu les citoyens américains eux-mêmes se sont inquiétés. La réélection de Bush a été difficile, et son impopularité a porté au pouvoir Barak Obama. La guerre en Irak avait déjà pesé sur le budget, le retour de l'Etat Providence allait grever lourdement les finances fédérales, jusqu'à la déroute actuelle – en causant au passage la crise financière dont on n'a pas fini de parler.

En quittant les Etats-Unis pour observer le reste du monde, le 11 septembre a encouragé la montée d'un islamisme radical, et le fanatisme religieux n'a cessé de progresser dans tous les pays du Proche et du Moyen Orient. Al Quaida a pu étendre ses réseaux jusqu'au cœur de l'Afrique, tandis que les Talibans ont repris l'initiative en Afghanistan. La mort de Ben Laden et de ses principaux lieutenants a cependant marqué un tournant, et les « printemps arabes » ont peut-être changé la donne. Toujours est-il que l'Occident, et les Etats-Unis en particulier, ont perdu la maîtrise diplomatique, et que Russes et Chinois essaient d'imposer leur loi, notamment à l'ONU. La diplomatie mondiale n'est plus « univoque », ce qui réjouit Monsieur Védrine, mais elle n'en est pas plus rassurante pour autant.

On a beaucoup parlé du déclin économique des Etats-Unis. Mais d'une part, il s'explique par l'émergence des nouveaux pays, de la Chine au Brésil en passant par l'Inde – sans parler des « dragons » du Pacifique. D'autre part, il n'est pas directement lié au 11 septembre. C'est davantage la politique monétaire et budgétaire laxiste, et les improvisations du « stimulus » qui ont ralenti la croissance aux Etats-Unis, et le chômage actuel en est le fruit naturel.

Alors, où sont les raisons d'espérer ? Je les perçois à travers la façon dont le peuple américain prépare cet anniversaire. Il y a à nouveau un mouvement de fierté et de confiance qui s'instaure outre-Manche. Il s'est traduit par les réactions spontanées de la société civile, autour du thème de la « tea party » : volonté de réduire les impôts, l'Etat, la bureaucratie. Un grand nombre d'Américains, y compris des immigrés récents, renouent avec les principes des pères fondateurs. Le sentiment religieux redevient vivace dans de nombreux Etats. Quant à l'économie, il ne faut pas la chercher à Wall Street ou à la FED, mais bien à travers le réseau des petites et moyennes entreprises qui s'est progressivement reconstitué. La croissance, affaiblie par la politique économique, demeure supérieure à celle de l'Europe, même si le chômage apporte son lot de misères et d'exclusions. L'alternance politique a été amorcée au Congrès, elle pourrait se prolonger à la Maison Blanche, même s'il n'y a pas pour l'instant de personnalité affirmée de nature à battre Obama.

Les Etats Unis demeurent ce qu'ils ont toujours été : une société d'immigrés, où le respect des différences est essentiel, et une société « compassionnelle », qui sait allier la réussite individuelle et la solidarité de la communauté. Cela n'a pas été détruit avec les tours.

Tout compte fait, il me semble que le maillon faible de l'Occident, tragiquement frappé en 2001, n'est pas l'Amérique mais bien l'Europe. Nous sommes allés bien plus loin que les Etats Unis dans les utopies étatistes et la dégradation des lois et des mœurs. Si les Américains remettent à l'honneur la trilogie qui a fait leur histoire : esprit d'entreprise, société civile et religion, nous serions bien avisés de prendre le même chemin. Faudra-t-il une catastrophe pour réagir ?

Jacques Garelo

RELANCE : PERSEVERARE DIABOLICUM

L'internationale de la relance

Des politiques « accommodantes »

conjoncture

Toujours la demande globale

Comment se passer de l'Etat pour assurer des activités qu'il s'est indûment appropriées depuis un siècle – ou plus encore ? Dans les deux précédentes Lettres, la solution a été présentée dans ses grandes lignes : concurrence entre établissements autonomes, indépendance des enseignants, et financement par des bons scolaires. Reste maintenant à montrer le caractère réaliste de la solution.

L'ÉCOLE DE VOTRE CHOIX (3ème partie)

Jacques Garello

Libérer l'école libre

Aujourd'hui, l'enseignement privé sous contrat accueille environ 2 millions d'élèves, soit 1 élève sur 5. L'enseignement public est entre 30 % et 40 % plus cher que le privé, d'après les calculs de l'IFRAP. En 2008 un élève du public coûtait 5.469 euros, contre 3.518 euros pour un élève du privé. Et l'IFRAP de préciser : hors retraites et investissements, le surcoût de l'enseignement public est de 10,5 milliards d'euros par an. Toutes ces données sont accessibles dans le remarquable dossier publié par Contribuables Associés (septembre 2011) et dans le numéro de Société Civile consacré à l'éducation.

Or, il se trouve que l'enseignement privé est bloqué dans son essor à cause de la règle des 80/20. Cette règle fixe les « parts de marché » respectives entre enseignements public (80 %) et privé (20%). Elle a été posée en 1993 dans les accords Lang-Cloupet.

Cette année, on dit qu'il y aurait diminution de 16.000 postes dans l'enseignement public. Peu important la précision et la réalité du chiffre, mais cela veut dire que l'enseignement privé, qui pourtant manque de classes et d'enseignants et refuse environ 200.000 inscriptions (le dixième de son effectif) devra supprimer de son côté 4.000 postes ! La règle joue évidemment dans les deux sens : pour que l'enseignement privé puisse ouvrir 1.000 classes il faut que le public en ouvre 4.000. Et comme le public en ferme, en partie à cause de la mauvaise gestion et de la mauvaise éducation, l'enseignement privé n'a aucune chance de se développer.

La première mesure qui s'impose est donc d'annuler les accords de 1993.

Le droit des familles à donner une éducation à leurs enfants, devenu un droit social ne peut être fonction du choix de l'école fait par ces familles.

Créer des écoles payantes

Aujourd'hui certains n'hésitent pas à payer deux fois l'école, une en leur qualité de contribuables, une seconde en leur qualité de parents. Ainsi en est-il des établissements « hors contrat ». Il y a environ 500 établissements de ce type, qui accueillent 20.000 élèves. L'association « Créer son école » encourage ces initiatives. Pour que

cette formule soit accessible à davantage d'élèves, il faut et il suffit de déduire des impôts sur le revenu une somme forfaitaire (par exemple 500 euros par mois et par enfant). Mais cette niche fiscale avantage les contribuables réellement soumis à l'IRPP. Elle a été pratiquée avec succès dans certains Etats américains, car l'impôt sur le revenu y est moins progressif.

Privatiser les écoles publiques

Le système anglais de l'« opting out » permet à des établissements publics de se donner une gestion privée, avec liberté de choix des enseignants, tout en gardant le budget de l'établissement (par élève). Très vite établissements, enseignants et parents y trouvent leur compte parce qu'avec le même budget les coûts sont moindres grâce à une gestion autonome et responsable. La différence permet de développer l'école et d'améliorer l'accueil des élèves.

Multiplier les écoles familiales

En Californie, un quart des enfants fréquentent des écoles organisées par les parents – qui reçoivent en contrepartie une allocation scolaire ou une exemption d'impôts. En France, en dépit des attaques de Madame Royale les enfants peuvent être scolarisés en dehors des écoles. Les parents choisissent les maîtres, les rythmes, et les équipements. Mais le problème est celui de l'admission dans des classes plus tard et des examens, notamment pour les diplômes nationaux. Les écoles familiales ne sont pas un luxe. A New York, elles ont permis de scolariser les « enfants des rues » : le sport, la musique ont attiré les parents. C'est la ville qui a financé ces pièges à écoliers. En Inde de jeunes diplômés organisent des classes sur les toits des maisons et apprennent à lire, écrire et compter pour 10 dollars par an.

Distribuer des bons scolaires

Les vouchers circulent dans plusieurs Etats des USA. Leur valeur est forfaitaire, ils sont remis aux familles, les bénéficiaires présentant ou non des critères de revenus. Aux Pays Bas, depuis vingt ans, les bons sont remis aux établissements en fonction de leur fréquentation. En Suède, les syndicats d'enseignants ont accepté le principe des bons, pensant que c'était une prime à la qualité et que les enseignants en tiraient avantage financier et considération.

DES NICHES MUSICALES

Il faut tout réduire du même pourcentage, disait Milton Friedman

Comme avec les chaises musicales, on supprime une niche pour en créer une autre. C'est le spectacle que nous ont donné le gouvernement et les députés quand il s'est agi d'arrêter le plan dit « de rigueur ». On avait coutume de dire que derrière chaque niche il y a un chien. Derrière chaque privilège, exemption ou passe-droit, il y a des intérêts privés bien précis. Certains sont sans doute fort honorables. D'ailleurs les niches n'existeraient pas si la fiscalité française était sans faille ; souvent les niches ont réparé quelque injustice.

Mais, enfin, le gouvernement a fait des niches aux contribuables en prenant des mesures ubuesques : pourquoi les parcs à thèmes ? Les sodas avec addition de sucre ? Pourquoi maintenant les hôtels de luxe ? Mais il y a plus grave : pourquoi les mutuelles ? Pourquoi les allocations familiales ? Pourquoi les actionnaires ? Pourquoi les plus-values immobilières ? Pourquoi l'impôt exceptionnel sur les exceptionnellement riches ? Et, en dépit de la belle unanimité de l'Assemblée Nationale, pourquoi la consolidation des compagnies multinationales ? Tout cela flaire bon l'improvisation, l'arbitraire et, parfois la lutte des classes – on veut sans doute obliger la gauche à adhérer à ces mesures (peine perdue !).

Il fallait bien se douter qu'il y aurait des députés courageux pour défendre les niches. Jean Pierre Raffarin, défendant le Futuroscope, a donné l'exemple. De façon plus générale, comme les niches ne sont pas là par hasard toute coupe soulève une opposition naturelle.

Milton Friedman avait étudié le problème et, en conseillant Reagan pour sa réforme fiscale, il avait conclu que la seule manière de couper court à toute discussion est de frapper du même pourcentage tous les postes budgétaires. Si vous voulez instaurer une rigueur budgétaire en diminuant le déficit de 5 %, vous devez supprimer 5 % de toutes les niches.

A vrai dire, Friedman ne s'intéressait pas tellement aux recettes mais aux dépenses. La particularité du plan « de rigueur », c'est qu'il impose la rigueur aux contribuables mais pas aux administrations. Les gens de l'Etat réduisent leur train de vie de 1 milliard, contre 11 milliards d'impôts nouveaux. C'est dérisoire et cela confirme que ce plan n'en est pas un, puisqu'il est fait d'un puzzle mystérieux, et qu'il n'est pas un plan de rigueur, car il n'y a aucune baisse sensible des dépenses publiques. « Les marchés », comme on dit, vont-ils être « rassurés » par l'énorme effort consenti par les Français ?

L'EUROPE SE MET A L'HEURE DE LA RIGUEUR

Les discours des gouvernants n'entraînent pas l'adhésion populaire

Par rapport aux 12 milliards ciblés par le plan Fillon, les 55 milliards d'euros d'économies de Berlusconi sont impressionnants. Mais est-ce réellement sérieux ?

Le plan italien a été annoncé au moment où Jean Claude Trichet venait rappeler au Premier Ministre italien ses engagements et ses devoirs vis-à-vis de la Banque Centrale européenne. Le Cavaliere a-t-il jeté de la poudre aux yeux ? Il y a quelques mesures qui participent d'un vrai courage politique, comme la diminution drastique du nombre de fonctionnaires, et surtout la réforme des conditions de licenciement, de nature à rendre sa fluidité au marché du travail.

Les réactions syndicales sont évidemment violentes, et les manifestations se sont multipliées – ce qui n'impressionne pas le Premier Ministre.

La situation est moins classique en Espagne, où une manifestation nationale a été programmée pour jeudi. La bizarrerie vient de ce qu'ici c'est bien les socialistes qui annoncent la rigueur, car les Espagnols sont dans la catégorie très menacée par les marchés financiers. La gauche

défilant contre la gauche, voilà de quoi ravir la droite espagnole, qui a eu l'intelligence d'accepter le plan de rigueur des socialistes : c'est autant qu'elle s'épargne si elle revient au pouvoir.

Le comble est évidemment en Grèce, car ici ni le gouvernement ni le peuple ne veut de la rigueur. Le gouvernement multiplie les moratoires et ne convainc pas les créanciers, et le peuple rejette toute idée de rigueur, persuadé que les Européens lâcheront prise.

C'est dire que la rigueur demeure un vœu pieux, et que les seuls pays qui ont choisi la rigueur, comme l'Allemagne, sont aussi ceux qui en parlent le moins, et qui ont redoublé d'ardeur au travail. Il est vrai qu'au niveau mondial il y a eu quelques couacs cette semaine : Madame Lagarde qui est toujours hésitante entre rigueur et relance (la fameuse « rilance »), et surtout la CNUCED, émanation de l'ONU, qui a carrément recommandé plus de dépenses publiques pour stimuler la croissance. Air connu, et entendu à Paris.

LA BANQUE NATIONALE SUISSE RENONCE A LA RIGUEUR

Les lobbies industriels étaient menacés par le franc fort : la BNS les rassure

Le Franc Suisse a été géré depuis des décennies avec une (relative) rigueur. C'est ce qui lui a valu de s'apprécier de près de 50 % en dix ans, et depuis l'an dernier sa valeur a encore augmenté de 11% ou plus contre l'euro ou 15 % contre le dollar américain.

Revers de la médaille : les factures présentées par les exportateurs suisses sont plus lourdes pour les clients. Certaines entreprises suisses (notamment dans la mécanique de précision) ont perdu en compétitivité, et craignent de voir leurs marchés extérieurs se dérober.

C'est une vieille lune qui veut que les pays à monnaie forte soient pénalisés dans la concurrence mondiale, et qu'à l'inverse une bonne dévaluation pouvait être « compétitive ». On nous a servi le refrain avec l'euro fort, ce qui n'a pas empêché les Allemands d'être les deuxièmes exportateurs du monde –derrière la Chine.

Comme l'a rappelé avec talent Victoria Curzon-Price, Professeur à l'Université de Genève, dans un article paru dans le journal

financier Agefi de Genève, et sur le site de l'IREF (dont elle est administrateur) www.irefeurope.org, les pays à monnaie forte sont d'autant plus performants que leur position les oblige en permanence à innover, à s'adapter, pour garder leurs parts de marché. Une monnaie forte est un stimulant pour les entreprises, mises dans l'obligation de faire encore mieux, tandis que d'autres entreprises dans les pays à monnaie faible se croient mieux protégées et en oublient tout effort d'adaptation. En conclusion de cet article, Victoria Curzon-Price, qui entendait les cris des groupes industriels helvétiques, recommandait à la Banque Nationale de Suisse de surtout ne rien faire qui puisse affaiblir le Franc.

Or, mardi, la BNS s'est déclarée prête à combattre la « spéculation contre le Franc suisse », et a fixé une parité plancher franc/euro à 1,20 franc pour 1 euro. Elle est donc prête à racheter toute devise étrangère et pour ce faire à émettre autant de franc suisse qu'il faudra pour dévaloriser sa propre monnaie. Tout se passe comme s'il y avait le feu au lac...

LA RECONNAISSANCE DE L'ETAT PALESTINIEN

Epreuve de force lancée par Mahmoud Abbas : est-ce une déclaration de guerre ?

Certes, le dossier palestinien n'est pas simple, et beaucoup de gens ne savent pas que le principe de la reconnaissance de l'Etat Palestinien a été accepté par les Israéliens, car c'était un préalable au processus de paix prévu par le traité d'Oslo. Mais la négociation devait précisément porter sur les conditions qui devaient accompagner cette reconnaissance. Trois points essentiels doivent être réglés : les frontières, le retour des « réfugiés » palestiniens, et le statut de Jérusalem. On n'a guère progressé, il est vrai, depuis Oslo. Les Israéliens se voient reprocher la « colonisation » de territoires que les Palestiniens considèrent comme situés à l'intérieur de leurs frontières, les Palestiniens ne veulent rien céder sur le statut de Jérusalem : l'accord de paix est chaque jour retardé, tandis que le Hamas, qui détient la bande de Gaza, continue à mener une guerre ouverte à Israël, et ne reconnaît aucune légitimité à l'« Autorité Palestinienne » aux mains du Fatah. Coup d'éclat cette semaine de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité : il va demander à l'ONU la reconnaissance officielle de

l'Etat Palestinien, et n'a cure de l'échec des négociations. Cette diplomatie « directe » est en rupture avec tout ce que les Américains, mais aussi certains Européens, essaient de mettre en œuvre depuis des années. Qui a poussé Abbas à ruer dans les brancards ? Veut-il se couper des soutiens qu'il a eus en Occident et radicaliser sa position ? Engage-t-il une épreuve de force, est-ce une nouvelle déclaration de guerre à Israël ?

Peut-être Mahmoud Abbas a-t-il estimé que le gouvernement israélien est aujourd'hui dans une passe difficile : Benyamine Netanyahou contesté pour sa politique économique, les Turcs en rupture de relations diplomatiques avec Israël, Obama pensant à sa réélection, et les Européens divisés.

Toujours est-il que ce n'est pas du côté de l'Onu que se trouve la clé de la paix en Israël et en Palestine. S'il persiste dans sa démarche, Mahmoud Abbas pourrait bien reporter une victoire à la Pyrrhus, et les perspectives d'accord avec Israël seraient encore reculées.

La rubrique « Portrait » propose des fiches pédagogiques sur les grands penseurs, dont les idées mènent encore le monde – dans des directions opposées sans doute. Ces fiches permettront peut-être d'améliorer le niveau de culture des jeunes, condamnés à la pensée unique par l'Education Nationale. Après 26 économistes, voici une galerie de 25 philosophes qui s'est ouverte avec Platon, Aristote, et Cicéron.

De l'empire romain à la Cité de Dieu

Les secousses puis la chute de l'empire romain d'Occident modifient les centres d'intérêt de la pensée philosophique. La politique de Platon, l'économie d'Aristote, le droit de Cicéron doivent désormais intégrer la religion chrétienne.

Cette évolution se fait avec les « Pères de l'Eglise » que sont les saints Ambroise, Jérôme, Augustin et Grégoire le Grand. Désormais toute philosophie puisera dans le trésor des Saintes Ecritures, seule source d'inspiration dans un monde en mutation et en guerre depuis l'effondrement de Rome.

Ira-t-on jusqu'à ignorer les problèmes de cette terre pour se réfugier dans l'au-delà ? Certainement pas : bien au contraire il s'agit d'inonder la vie quotidienne de la grâce de Dieu.

On prête à Saint Augustin le désir de construire une société parfaite, la Cité de Dieu, théocratie qui pourrait devenir totalitaire. C'est sans doute une erreur : le célèbre évêque d'Hippone entend au contraire établir une nette séparation entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, même s'il place la justice divine au dessus du droit des Etats.

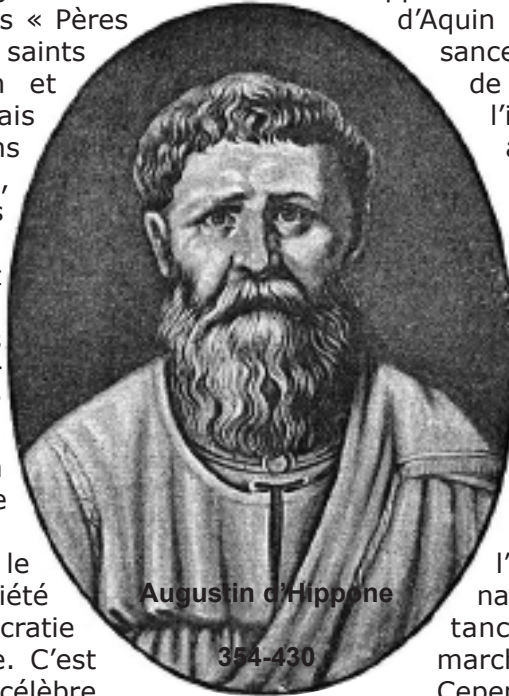
Nature et limites de la raison humaine

Sur la question du droit, Saint Augustin rompt ainsi avec la conception de Cicéron. Mais la rupture avec Cicéron (qu'Augustin a longuement étudié) est surtout visible sur le sujet de la connaissance humaine. Cicéron se veut « académique » et son scepticisme le conduit au relativisme. Saint Augustin au contraire n'admet pas qu'il puisse y avoir plusieurs vérités.

Cela ne signifie pas que la découverte de la vérité soit accessible à l'homme par la seule voie de la raison. Saint Augustin introduit alors le thème de l'inconnaissance : nous savons que nous ne savons pas : « De quelque manière que je possède la sagesse, je vois que je ne la connais pas encore », écrit-il. Ce n'est que dans la foi, elle-même éclairée par la grâce divine, que la raison progresse. La raison est sous-jacente dans l'âme humaine, qui est appelée à l'éternité.

On a évoqué ici l'influence de Platon avec l'idée des deux mondes, « l'un intelligible et vrai et

qui se dérobe aux sens, l'autre qui n'est que vraisemblable et copie le premier ». Mais ce n'est qu'apparence, parce que chez Saint Augustin raison et foi s'entremêlent, comme coexistent l'âme et l'esprit. Il est plus judicieux de rapprocher Saint Augustin de Saint Thomas d'Aquin et sa théorie de « l'inconnaissance ». Chez Augustin la philosophie de la raison se conjugue aussi avec l'inconnaissance du temps : « Il y a trois temps, le présent du passé, le présent du futur et le présent du présent ». Comme la vérité, le temps se découvre par étapes. Le temps agit en nous, nous agissons avec le temps.



La propriété et le travail

Les Pères de l'Eglise ont peu évoqué les problèmes économiques, ce qui n'est guère surprenant à une époque où l'Occident s'est cloisonné, revenant à une économie de subsistance excluant toute transaction marchande et monétaire significative. Cependant, les débats ont été vifs à propos du droit de propriété privée. Saint Jérôme et Saint Basile ont lancé l'idée de « commune destination des biens » : la terre a été donnée par Dieu aux hommes en communauté. S'agirait-il de justifier la propriété collective ? Saint Augustin condamne toute propriété collective, car le péché originel est passé par là, et les hommes pécheurs ont perdu toute possibilité de vivre harmonieusement sans règle pré-cise.

L'autre trait dominant de la pensée économique des Pères de l'Eglise est la sanctification du travail. Comme toute activité humaine, le travail doit être compris dans le plan de Dieu. Travail et prière sont indissociables « Ora et labora » sera la base de la vie monacale. Le travail a une dimension rédemptrice, c'est l'exécution d'une sentence divine : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». Mais il a aussi une dimension créatrice : il permet à l'homme de prolonger la création divine « Dominez la terre ». Les bâtisseurs de cathédrale font avant tout œuvre pieuse.

Travail et propriété concourent ainsi à l'élévation de l'âme. Nous voici assez éloignés de la « pénibilité du travail » et de la condamnation de la propriété privée...